



© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier
Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

LA MOBILISATION SYNDICALE CONTINUE

Le 5 octobre n'est pas une fin en soi, avons-nous dit. Et, campagne présidentielle ou pas – l'indépendance syndicale à laquelle nous entendons bien nous tenir –, elle ne nous fera pas taire ce que nous considérons juste et légitime d'exprimer du point de vue de la situation des salariés, et ne nous empêchera pas d'agir sur le terrain syndical pour la défense et le progrès des droits des salariés.

À commencer par la reconnaissance juste de leurs emplois, tant pour ce qui concerne les conditions de travail, le statut et bien sûr les salaires.

Au moment où cet éditorial est écrit, nous rentrons de la manifestation à Paris, à l'appel de la Fédération FO de l'Éducation nationale, pour la reconnaissance du statut des AESH et la revalorisation de leurs salaires. À l'initiative de FO, des délégations sont montées du Var, de Marseille, des Landes et de Gironde, descendues du Nord et du Pas-de-Calais, venues du Rhône, du Puy-de-Dôme, de Haute-Loire, de Bretagne, de l'Ain, d'Île-de-France... d'autres manifes-

taient aussi localement. Les Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) – dont le rôle est essentiel auprès des enfants afin de leur assurer la possibilité de suivre un parcours scolaire dans les meilleures conditions – n'ont pas la reconnaissance qui leur est due, loin, très loin s'en faut. Ils, très souvent elles, font partie de ces emplois confinés au Smic, à temps partiel, sans perspective d'évolution, dont la confédération FO appelle à une reconsidération et une revalorisation d'ensemble.

Dans l'immédiat, pour tous ces agents et salariés, une augmentation sensible du Smic – très nettement au-dessus du seul rattrapage de l'inflation sans « coup de pouce » auquel s'est tenu le gouvernement – est plus que justifiée. Elle est une urgence indispensable.

Après le gaz et l'électricité, l'alimentation cet été, c'est au tour de l'essence et du diesel d'atteindre des niveaux records. Outre que le chèque énergie de 100 euros complémentaires, annoncé par le gouvernement, ne suffira pas pour celles et ceux qui en bénéficieront, le dispositif révèle que près de 6 millions de personnes – les bénéficiaires – vivent nettement en dessous du seuil de pauvreté monétaire! Nous avons appelé à en élargir les bénéficiaires et à sa revalorisation, comme nous avons rappelé notre revendication de la mise en œuvre effective d'une « prime transport » pour les salariés qui en sont exclus et n'ont d'autre possibilité que d'utiliser leur véhicule pour aller travailler. Nombre des AESH rencontrés dans la manifestation sont

dans cette situation. Nous avons également demandé l'élargissement et l'augmentation de l'aide à la mobilité pour les demandeurs d'emploi.

Samedi 9 octobre, nous étions aussi aux côtés des salariés de l'entreprise Ferropem, devant l'établissement des Claveaux en Isère, pour les soutenir dans leur mobilisation pour s'opposer à la fermeture et pour préserver

l'activité et leurs emplois. Ici, c'est le syndicat et les délégués FO au CSE qui, contre la volonté initiale de l'entreprise mère et de ses actionnaires de privilégier la rentabilité financière, ont fait la démonstration de la viabilité de l'activité et de sa nécessité, tant du point de vue de la filière industrielle qu'environnementale. L'entreprise produit en effet du silicium – que l'on trouve dans les semi-conducteurs, dans les panneaux photovoltaïques – à partir d'énergie électrique hydraulique.

Bien d'autres mobilisations ont lieu, souvent sur les salaires, les emplois, les conditions de travail, dans le secteur public comme dans les entreprises.

La confédération FO est et demeure aux côtés de ses syndicats et des salariés concernés.

***Pour les salaires,
l'emploi,
les conditions
de travail***

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr